

L'impérieuse refonte de la politique du logement et de l'habitat en France

Alain RAOUL, Directeur général de la Fondation de l'Armée du Salut, 16/03/2012, Libération

40 000 logements supplémentaires par an pour l'UMP, 150 000 logements « très sociaux » construits en 5 ans pour le candidat socialiste, 160 000 logements sociaux par an pour les écologistes. Les programmes des candidats à l'élection présidentielle donnent davantage le sentiment d'une surenchère que d'une réflexion d'ensemble sur la politique du logement. Ceci est d'autant plus inquiétant qu'il s'agit des principales propositions concrètes des candidats en matière de lutte contre la pauvreté.

Proposer la construction de logements sociaux n'est pas insensé car, par effet de domino, le manque constaté va jusqu'à empêcher plusieurs milliers de personnes d'entrer dans un processus de réinsertion.

Les résidents des établissements de réinsertion sont les premiers à faire les frais du manque de logements sociaux. Près d'une personne sur quatre accueillie par la Fondation en Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) ou en résidence sociale se voit dans l'obligation d'y rester, bien qu'elle ait acquis grâce à un accompagnement adapté l'autonomie nécessaire pour un nouveau départ. L'accès au parc privé lui est inaccessible ; les logements sociaux, trop rares. Par conséquent, les personnes hébergées en accueil d'urgence, voire mises à l'abri temporairement pour l'hiver, ne peuvent trouver de place en CHRS et bénéficier de cet accompagnement vers la réinsertion. Ce travail social de fond ne peut être qu'imparfaitement réalisé dans un établissement d'accueil d'urgence.

Les personnes à la rue qui voient leur appel au 115 rejeté du fait de l'engorgement des structures d'accueil d'urgence sont les dernières victimes de cette réaction en chaîne. Or l'expérience montre que plus une personne reste longtemps dans la rue, plus le travail de réinsertion qui suivra sera long et complexe.

Mais, devant l'incapacité des gouvernements successifs à construire suffisamment de logements sociaux, faute de budgets le permettant, ne serait-il pas temps d'allier réalisme et volonté politique pour changer les choses avec des propositions alternatives ? Sur la base de ce constat, la Fondation de l'Armée du Salut, acteur majeur de la lutte contre l'exclusion depuis 130 ans, propose deux solutions.

Cessons d'abord les expulsions locatives des personnes insérées socialement et qui, du fait d'un « accident de vie », ne parviennent plus à payer leur loyer. Expulser ces personnes « fabrique » de nouveaux exclus. Un cautionnement des loyers par l'Etat, pendant un temps défini, doublé d'un accompagnement social adapté (aide à la recherche d'emploi, au désendettement, etc.), suffirait dans la majorité des cas à résoudre le problème.

Ensuite, passons d'une politique du logement à une politique de l'habitat. Si le logement en appartement HLM peut correspondre à certaines personnes, il n'est clairement pas un habitat adapté à tous et notamment aux personnes ayant vécu longtemps dans la rue. Réfléchir en termes d'habitat permet de penser d'autres types de solutions, offrant des équilibres différents entre vie collective et autonomie. Les pensions de famille, collocations, habitats modulaires type mobil-home ou encore les habitats alternatifs comme les péniches sont autant de réponses pertinentes. Elles ont démontré leur efficacité et méritent aujourd'hui que les pouvoirs publics et la société civile s'y

intéressent. Non seulement parce qu'elles sont moins coûteuses et plus rapides à mettre en place que le logement social collectif proposé par les candidats, mais surtout parce qu'elles répondent mieux aux aspirations de certains.